

### Retrait du CPE! Villepin doit partir!

Le Premier ministre a lié son sort à celui du contrat première embauche (CPE). Il mène à marche forcée une politique de régression sociale visant à adapter au forceps la société aux exigences du capitalisme mondialisé. Que valent les droits sociaux, le droit du travail, le droit des jeunes à l'éducation?

Les anciens ne sont plus assez productifs, les jeunes trop exigeants, les travailleurs trop chers... Dans cette spirale infernale de démantèlement d'acquis sociaux, conquis de haute lutte par le monde du travail, Villepin et Sarkozy se mènent une guerre sans merci pour déterminer lequel est, à droite, le plus autoritaire, sécuritaire et antisocial. Mais la jeunesse des facs, des lycées et des quartiers, est venue perturber les ambitions des deux prétendants à la succession de Chirac.

En refusant la précarité qui se développe depuis plus de vingt ans dans toutes les couches de la société, une génération est en train de naître à la lutte et à la résistance antipatronale. Une génération qui n'entend pas se laisser faire. C'est bien ce qui inquiète le patronat. Le mouvement de la jeunesse s'étend. Son écho grandit dans le pays, et il pose un challenge formidable à tous les salariés et à leurs organisations syndicales.

Il est possible de faire reculer le gouvernement, il est possible d'obtenir le retrait du CPE, de la loi si mal nommée «égalité des chances». Il est possible de faire démissionner ce gouvernement, à condition de s'y mettre tous ensemble. Tous ensemble, jeunes et moins jeunes; tous ensemble, lycéens, étudiants, et salariés; tous ensemble, chômeurs et travailleurs! Pour obtenir une vraie victoire: le retrait du CPE, qui n'est ni amendable, ni négociable, ni aménageable. D'autres choix sont possibles, refusant la précarité généralisée que l'on nous propose comme modèle de société. Un CDI à temps plein pour tous et toutes, une allocation d'autonomie pour tous les jeunes en formation, une autre répartition des richesses impliquant, par exemple, la taxation des profits incroyables des grandes firmes, etc.

Le 28 mars, enfin! Nous pouvons, tous et toutes – du privé et du public –, être en grève et manifester aux côtés des jeunes. Une grève générale interprofessionnelle pour obliger le gouvernement à céder, qu'il faudra prolonger si celui-ci reste sourd au mouvement populaire majoritaire qui s'exprime. Pourquoi pas, également, une manifestation nationale à Paris, le week-end des 1<sup>er</sup> et 2 avril? En tout état de cause, le gouvernement a choisi l'épreuve de force. Relevons le défi. Osons, en pleine crise sociale, la crise politique. Mais une crise positive, celle qui se solderait par le départ d'une équipe illégitime. Chirac, Villepin et Sarkozy, votre période d'essai est finie. Démission! ■



# DEHORS!

Deux mois après le début du mouvement contre le contrat première embauche (CPE), la question de l'élargissement de la mobilisation est cruciale. Membre des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), Sylvain est étudiant à Toulouse.

## « Le blocage est une nécessité »

• **Étudiants, enseignants et personnels de nombreuses universités en grève contre le CPE ont recours au blocage. Pourquoi?**  
Sylvain – Le blocage est la conséquence logique de deux mutations dans les conditions de vie de la jeunesse scolarisée. D'une part, on assiste, depuis plusieurs années, à une augmentation importante du nombre d'étudiants qui doivent bosser pour financer leurs études (58%). La peur de ne pas valider son année et de devoir trimer une année de plus pèse sur le potentiel de mobilisation du mouvement. D'autre part, les réformes successives de l'université – LMD, ECTS, pacte sur la recherche, etc. – ont complètement changé les conditions d'études. La semestrialisation, la mise en concurrence accrue, le nombre d'évaluations et de cours obligatoires

font que les étudiants sont soumis à une pression constante tout au long de l'année. En conséquence, le blocage de l'ensemble des enseignements et des évaluations est apparu comme une nécessité. Il a permis la massification du mouvement et la participation active d'un grand nombre d'étudiants, sans les pénaliser pour la suite de leur cursus.  
• **Pour gagner la bataille contre le CPE, la mobilisation doit s'élargir aux salariés et à l'ensemble de la population. Comment contribuer à cette extension?**  
Sylvain – C'est la première fois qu'une grève dans les facs et les lycées est aussi massive sur une question ne concernant pas directement l'éducation. Le mouvement se développe par rapport à une attaque du code du travail et cor-

respond à une réelle conscience de classe de la jeunesse qui se mobilise aujourd'hui. Face à ce constat, les débats dans le mouvement ont rapidement tourné autour des liens à tisser entre étudiants, lycéens et travailleurs. C'est pourquoi un grand nombre d'actions, dans une ville comme Toulouse, se sont orientées vers la population et les travailleurs. Les blocages de carrefour en ville se sont multipliés afin d'interpeller les Toulousains. Des dizaines de lycéens et d'étudiants ont distribué des milliers de tracts dans des boîtes comme Siemens, Sanofi, Airbus, SNCF, et dans des lieux publics. Les jeunes mobilisés ont bien compris qu'une victoire majeure sur la classe dominante ne sera possible qu'aux côtés des travailleurs, dans la grève. ■

### Échos de la grève

• **LOIRE-ATLANTIQUE :** « Les organisations syndicales de Loire-Atlantique contribueront, par leur décision, à assurer un prolongement au 28 mars. Dès à présent, dans le cadre de l'appel unitaire national, elles invitent les salariés à s'engager dans une perspective de reconduction des arrêts de travail et de la grève. » (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa, Unef, UNL)

• **CHEMINOTS SUD-RAIL :** « Pour exiger le retrait du CPE et que la SNCF [...] impose une impossibilité d'utiliser un tel contrat s'il existe et l'accès direct au statut de tous les embauchés, la fédération des syndicats SUD-rail [...] prévoit un arrêt de travail illimité à compter du lundi 27 mars 2006 à 20 heures, reconductible par période de 24 heures. »

• **FO-CHEMINOTS :** « Dès aujourd'hui, la fédération FO des cheminots tient à affirmer que si, le 28 mars, au soir le gouvernement ne respecte pas la volonté de la jeunesse et des salariés, elle se tient prête à poursuivre l'action jusqu'au retrait des CNE/CPE. »

• **CGT-CHIMIE :** « Le 28 mars, la grève doit être d'actualité dans l'ensemble des industries chimiques. Le 29 mars au matin, au cas où le gouvernement persiste dans sa volonté de maintenir le CPE, partout, créons les conditions [afin d'organiser des assemblées générales pour permettre, si cela s'avère nécessaire, la poursuite du mouvement. »

• **RENNES, APPEL DE SYNDICALISTES (CGT, FSU, SOLIDAIRES) :** « Nous, syndicalistes d'Ille-et-Vilaine, signataires de cet appel, nous voulons prendre nos responsabilités. [...] Il est maintenant du devoir des salariés du public, du privé [...] avec leurs organisations syndicales, de rejoindre activement le mouvement. Certes une grève générale ne se décrète pas, elle se construit démocratiquement dans les assemblées de salarié(e)s, qui votent la reconduction de la grève. »

• **GDF :** la grève contre la privatisation totale, massivement suivie le 23 mars, a été reconduite, dès le lendemain, dans les terminaux méthaniens de Fos-sur-Mer, Montoire-de-Bretagne, le site de stockage de Chemy et la station de décompression de Cheret. ■

### La LCR?

Révolutionnaire, internationaliste, autogestionnaire, féministe et écologiste!

Être révolutionnaire, c'est vouloir changer ce monde. En effet, le système capitaliste est toujours plus insupportable: discriminations, chômage, pauvreté, famines, catastrophes écologiques, guerres et génocides. La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) lutte pour une société où le droit à l'existence et à la dignité passe avant le droit de propriété et la loi du marché, où les besoins sociaux passent avant l'impératif du profit, où l'être humain passe avant le capital, où le développement se fasse en harmonie avec la préservation de l'environnement.

Nous voulons construire une société sans frontières, débarrassée de toute oppression – notamment celle que subissent les femmes – où la population décide collectivement du bien commun par la libre confrontation des opinions, des programmes, des partis, où syndicats et associations soient indépendants de l'État.

Le sens de notre action:

- aider au développement d'une gauche radicale, dans les luttes et dans les urnes, ainsi qu'offrir une alternative politique;
- regrouper toutes les forces anticapitalistes au sein d'un même mouvement politique.

La LCR est membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, un regroupement international de révolutionnaires qui existe dans une quarantaine de pays. Ses porte-parole sont Olivier Besancenot, Roseline Vachetta et Alain Krivine. ■

### Violences policières: un homme dans le coma

Lors de la manifestation du 18 mars pour le retrait du CPE, à Paris, Cyril Ferez, adhérent de SUD PTT, a été frappé puis piétiné par une compagnie de CRS sur le terre-plein central de la place de la Nation. Cyril est dans le coma depuis dimanche 19 mars. Son état est jugé très grave et nécessite des soins intensifs.

Une enquête a été ouverte par l'inspection générale des services (IGS) qui, avant même de la terminer, a communiqué de façon révoltante sur le taux d'alcoolémie de Cyril.

Dans cette affaire, l'attitude des forces de répression est particulièrement scandaleuse. Après avoir fait preuve de violences importantes lors de la manifestation et alors que Cyril gisait au sol dans un état manifestement préoccupant, les forces de l'ordre ont refusé d'appeler les premiers secours. Des manifestants ont dû eux-mêmes les chercher. Toute la lumière doit être faite sur l'attitude des forces de l'ordre et de leur commanditaire, le gouvernement. C'est pour cela qu'une commission d'enquête indépendante, présidée par la Ligue des droits de l'Homme (LDH), est demandée pour établir la vérité. SUD PTT et la famille de Cyril ont porté plainte. ■

abonnement

Je m'abonne par prélèvement automatique (cochez la case correspondante)

- Rouge : Tarif normal : 19 € par trimestre
- Rouge : Tarif chômeurs, jeunes et précaires : 11,5 € par trimestre
- Rouge et la revue politique trimestrielle Critique Communiste : 27 € par trimestre

Notre numéro national d'émetteur : 412822 Librairie-Diffusion La Brèche SARL - 27, rue Taine 75012 Paris  
J'autorise par la présente l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par l'organisme créancier :

Titulaire du compte

Nom : ..... Prénom : .....  
n° : ..... Rue .....  
Code postal : ..... Ville : .....

Désignation du compte à débiter

Établissement Guichet N° de compte CIB  
Date : ..... Signature : .....

Etablissement teneur du compte

Nom : .....  
Adresse complète : .....

Je m'abonne par chèque à l'ordre de La Brèche

- Rouge : 6 mois 38 €  1 an 76 €
- Jeunes et chômeurs 23 €  46 €
- Rouge et Critique Communiste :  
6 mois 54 €  1 an 108 €

Nom : .....  
Prénom : .....  
n° : ..... Rue .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

Remplissez avec soin le formulaire de votre choix.

- Pour le prélèvement automatique :
- Indiquez l'adresse complète de votre banque
- N'oubliez pas de signer votre formulaire et de joindre un RIB.

Vous pouvez interrompre votre abonnement par prélèvement à tout moment par simple courrier

Rouge

ROUGE - HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Administration : 01 48 70 42 28  
Diffusion : 01 48 70 42 32  
2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil-sous-bois ;  
tél. : 01 48 70 42 20 (lignes groupées) ;  
e-mail : redaction@lcr-rouge.org ;  
site internet : http://www.lcr-rouge.org  
Commission paritaire :  
n°0602711150. Tirage : 6 500 exemplaires.  
Société éditrice : La Brèche, SARL, au capital de 7 622,45 euros (durée 60 ans).  
Gérant et directeur de publication : Daniel Heuvelat.  
Composition et impression : Rotographie, Montreuil-sous-bois ;  
tél. : 01 48 70 42 21 ;  
Métax : 01 48 59 23 28 ;  
e-mail : rotimp@wanadoo.fr  
Pour joindre Rouge : redaction@lcr-rouge.org  
Pour joindre la LCR : lcr@lcr-rouge.org  
Pour joindre la diffusion : diffusion.press@lcr-rouge.org



# Grève, grève, grève générale !

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, avait beau jeu de prétendre, lors du mouvement pour les retraites en 2003, que l'on ne déclenche pas la grève générale en appuyant sur un bouton. La belle évidence ! Les luttes ne dépendent pas de la décision des états-majors, mais bien de la volonté des travailleurs, de leur conscience, de leur confiance. La grève générale n'est pas un mythe, celui « des bras croisés », les travailleurs cessant le travail jusqu'à ce que les patrons leur cèdent. Elle est une arme politique. Elle se prépare, se construit, se fixe ses objectifs, agit en fonction du rapport de force, mène la bataille de l'opinion pour gagner à elle, et à ses buts, la sympathie de la population, elle organise sa propre discipline, se défend des provocations et des manœuvres patronales...

Elle est un moment où se rassemblent les travailleurs unis par une même révolte, une même volonté, dans un même but. Elle est ce moment où les deux camps se mesurent et s'affrontent, où les opprimés affirment leurs droits en contestant ceux des dominants, font sauter les barrages réactionnaires qui étouffent la société pour libérer les forces vives et créatrices du monde du travail.

Chaque grève générale, dans l'histoire du mouvement ouvrier, a été l'aboutissement, le débouché politique des forces progressistes, démocratiques, ce moment où les tensions accumulées se dénouent. Parfois offensive, parfois défensive, la grève générale réunit les classes opprimées pour se libérer et gagner des droits ou pour se défendre et préserver ses acquis contre la réaction patronale.

En 1905, en Russie, elle fut le prélude de la révolution. En 1936, le sursaut de la classe ouvrière pour enrayer la réaction qui entraînait le monde dans la guerre. En 1968, la révolte ouvrière suscitée par celle de la jeunesse contre le carcan gaulliste et les structures étriquées de la France bourgeoise et réactionnaire.

Aujourd'hui, elle est une perspective pour rassembler le monde du travail et la jeunesse pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale. Elle avance en faisant sauter tous les verrous pour unir l'ensemble des salariés et les jeunes. Et elle défie le patronat et son État pour leur dire : ce sont nos droits qui sont légitimes, pas vous.

Nos vies valent plus que vos profits ! Depuis 2003, malgré les échecs et les obstacles, malgré la politique des directions syndicales comme des partis de gauche qui étouffe le mouvement pour mieux le canaliser, les travailleurs et la jeunesse progressent vers cette nécessaire confrontation. Grève, grève, grève générale... ■

*Sur les plateaux télévisés, on ne cesse de voir de gentils patrons qui se félicitent du contrat première embauche (CPE) et qui disent que les jeunes des cités et des banlieues espèrent voir s'appliquer au plus vite ce nouveau contrat, censé créer des centaines de milliers d'emplois. Les grèves seraient le fait des étudiants nantis qui, eux, n'ont pas besoin du CPE pour trouver un boulot. Face à toutes ces balivernes patronales, nous avançons quelques exigences simples pour remettre les pendules à l'heure. S'affronter au chômage et à la précarité, c'est d'abord s'affronter à ceux qui en sont responsables: les patrons et les actionnaires capitalistes.*

## 1. Allocation pour la jeunesse

Plus de 700 000 étudiants et des dizaines de milliers de lycéens sont obligés de travailler pour financer leurs études et obtenir les moyens d'un minimum d'autonomie. Les jeunes qui travaillent sont corvéables à merci : conditions de travail lamentables, horaires flexibles, salaires de misère, etc. Des milliers ne trouvent aucun boulot parce qu'ils sont noirs ou beurs.

900 000 jeunes se retrouvent exclus du système scolaire et sans emploi. Ils n'ont même pas le droit de toucher le RMI, réservé aux plus de 25 ans. Du coup, 20 % des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté. Cette société refuse aux jeunes un droit qui devrait être fondamental : l'autonomie.

➔ **Allocation d'autonomie de 800 euros par mois pour les jeunes**

**C'est la possibilité d'étudier sans avoir à accepter des petits boulots de merde. Pour n'être ni dépendants de ses parents, ni totalement exploités par des patrons, et pouvoir aller aussi loin qu'on le souhaite dans ses études.**

## 2. Un CDI pour toutes et tous

Depuis des années, patronat et gouvernement n'ont cessé d'inventer des contrats précaires : TUC, SIVP, CES, CDD... Mais ces contrats n'ont pas fait baisser le chômage, ni pour les jeunes ni pour les autres. En revanche, cela a permis aux patrons de payer moins cher et de précariser de plus en plus les salariés. Les CDD permettent d'embaucher et de licencier selon le bon vouloir patronal. L'emploi est un droit pour tous, pas une opportunité économique. Tous les contrats précaires et les temps partiels imposés pour les femmes doivent être supprimés.

➔ **Un seul contrat de travail pour tous, le CDI, y compris pour les jeunes.**

**Un CDI à temps plein, sans dérogation vis-à-vis du code du travail et des conventions collectives. Tous les départs à la retraite, soit plusieurs centaines de milliers d'emplois pour chacune des années à venir, doivent être remplacés. Le temps de travail doit être réduit, avec embauches correspondantes et augmentation des salaires : cela permet de travailler moins longtemps pour travailler tous. Les 35 heures doivent être appliquées partout, et il faut avancer rapidement vers les 32 heures.**

## 3. Interdiction des licenciements

La première réponse au chômage est de combattre les licenciements : il y a eu 700 000 licenciements individuels et collectifs pour l'année 2005. Dans les grands

# Six mesures d'urgence pour un emploi stable et un salaire garanti

groupes industriels et commerciaux, la loi des actionnaires entraîne suppressions d'emplois, de filiales d'établissement, pour grossir les montants des dividendes et le niveau de l'action.

➔ **Interdiction des licenciements. Garantie du maintien du contrat de travail tout au long de la vie professionnelle.**

**Le patronat est collectivement responsable du maintien des emplois au niveau du groupe, de la région, de la branche ou au niveau national. Les salariés ne sont pas des marchandises jetables. Imposons le droit de la société à réquisitionner les entreprises en cas de licenciement collectif ou de fermeture, de remonter des sous-traitants qui licencient jusqu'au donneur d'ordre. Ainsi, Alstom, sur les chantiers de Saint-Nazaire, a été rendu responsable des exactions de ses sous-traitants.**

## 4. Droit à la formation

La formation est un droit. Un droit tout au long de la scolarité, évidemment, mais aussi tout au long de la vie professionnelle. Aujourd'hui, les patrons veulent jouer sur les deux tableaux : d'un côté, exploiter les apprentis et les stagiaires en les payant peu ou pas du tout lorsqu'ils travaillent ; de l'autre, obliger les salariés à suivre les formations, même celles que leur entreprise leur demande, en dehors du temps de travail.

➔ **La formation est un droit, elle doit continuer, pour les salariés, à être partie intégrante du temps de travail et rémunérée comme telle par le patronat.**

**Les chômeurs doivent aussi pouvoir suivre des formations qualifiantes et non pas des mini-stages bidons.**

## 5. Des emplois pour le service public

La société manque de centaines de milliers d'emplois dans les services publics pour satisfaire les besoins sociaux de santé, d'enseignement et de transport, notamment.

Dans la santé, les syndicats demandent 300 000 embauches, alors que le gouvernement supprime des lits et des hôpitaux entiers. Dans l'Éducation nationale, 90 000 postes supplémentaires sont nécessaires.

➔ **300 000 embauches pour la santé. 90 000 pour l'Éducation nationale. Il est également nécessaire de réintégrer dans le secteur public, les entreprises et les activités privatisées depuis vingt ans, dans les transports, l'énergie, les télécommunications, le traitement et la distribution de l'eau.**

# Auto-organisation !

Des assemblées générales en coordinations nationales, pousser à l'auto-organisation des étudiants et des lycéens apparaît comme la seule solution pour construire un mouvement massif et démocratique de la jeunesse scolarisée. Étudiants et lycéens mobilisés aspirent à une forte démocratie dans la prise des décisions et dans l'organisation du mouvement. Ils ne peuvent être réellement maîtres de leurs décisions que si la structuration démocratique est réelle. Cela passe par l'organisation d'assemblées générales souveraines dans les établissements d'enseignement supérieur et les lycées, qui élisent des comités de mobilisation ou de grève, eux-mêmes organisés en commissions élues afin de laisser sa place à chacun dans la construction du mouvement.

Au niveau national, les assemblées générales se coordonnent sous forme de coordination nationale, seule émanation légitime du mouvement qui soit en mesure, par l'intermédiaire d'un bureau de coordination élu et représentatif de la mobilisation, de s'adresser à l'extérieur.

Tout délégué élu est mandaté et révocable par l'assemblée générale : pour que les étudiants et des lycéens soient pleinement acteurs de leur lutte. Pour des jeunes non organisés, ces structures, dépassant les organisations et tournées directement vers l'action, permettent un plein investissement.

Ce souci constant d'associer toutes et tous est également la seule façon de garantir l'indépendance du mouvement, se fixant ses propres rythmes et mots d'ordre. Ce qui ne signifie pas que l'auto-organisation exclut toute forme d'activité syndicale ou politique au sein des assemblées générales. L'auto-organisation garantit l'unité du mouvement, au-delà des traditionnels conflits, puisque chacun y trouve sa place.

Aujourd'hui, le mouvement étudiant a atteint une structuration importante, que ce soit au niveau national ou local. Cette expérience démocratique des luttes et de l'auto-organisation doit être un moyen pour tirer les lycéens, qui commencent à entrer dans la lutte, et les salariés. Dans ce cadre, il est décisif que se multiplient les expériences de convergence de luttes entre salariés et jeunesse scolarisée, par la mise en place d'assemblées générales interprofessionnelles, établissant des perspectives communes, l'invitation des salariés grévistes dans les assemblées générales de la jeunesse scolarisée et inversement.

Pour que ce mouvement ne soit plus seulement l'expression d'une jeunesse sacrifiée, mais un mouvement d'ampleur, sous forme de grève générale interprofessionnelle, seule susceptible de stopper et faire tomber ce gouvernement. ■

# Immigration jetable, précarité pour tous

Le projet de loi Sarkozy sur l'immigration devrait passer en Conseil des ministres le 29 mars. Il s'intègre dans la vaste entreprise gouvernementale de destruction du code du travail et de démolition sociale. Une société fondée sur le travail jetable exige une immigration jetable.

Qu'est-ce que l'immigration « choisie » ? Des titres de séjour précaires, alignés sur le contrat de travail et non renouvelables de plein droit. En cas de rupture du contrat de travail, la carte de séjour est retirée et l'immigré expulsé. Si le licenciement est abusif et que l'employeur a tous les torts, le projet de loi prévoit que le patron sera seulement obligé de payer les frais de l'expulsion de son employé vers le pays d'origine ! Le salarié expulsé ne pourra même pas exiger les allocations chômage pour lesquelles il aura pourtant cotisé, ni même porter

plainte aux prud'hommes. L'immigration « choisie », c'est aussi un tri sélectif de type colonial, un pillage des cerveaux débouchant sur une carte gadget de trois ans, pompeusement baptisée « compétences et talents ».

Quant à l'immigration « subie », ce sont tous les autres, promis au harcèlement policier, aux rafles, à la menace d'expulsion. La loi Sarkozy va multiplier le nombre de sans-papiers et les maintenir à vie dans une vulnérabilité extrême face aux patrons : elle supprime la régularisation au bout de dix ans de présence ! Pour accélérer les expulsions et terroriser les sans-papiers, les arrestations de sans-papiers se font partout, sous un habillage juridique afin d'éviter leur illégalité : au domicile, dans les locaux d'associations, dans les foyers et résidences collectives, au guichet des préfectures... et jusque dans les blocs opératoires des hôpitaux !

Contre cette société fondée sur le travail jetable et qui considère l'immigré comme une marchandise, nous exigeons :

- ➔ **le retrait du projet de loi Sarkozy et l'abolition des lois racistes et xénophobes ;**
- ➔ **l'annulation de la circulaire Sarkozy-Clément du 21 février ;**
- ➔ **l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention ;**
- ➔ **la régularisation de tous les sans-papiers ;**
- ➔ **la carte de résident de dix ans, grande conquête de la Marche de l'égalité, en 1983, doit être la norme et non l'exception inaccessible ;**
- ➔ **un droit au séjour fondé sur la liberté de circulation et d'installation. ■**

# De l'argent, il y en a...

Toutes les attaques antisociales qu'on voudrait nous faire avaler s'appuient toujours sur les mêmes arguments : « On n'a pas le choix ! Désolé, mais la situation est dramatique... il faut être compétitifs face la mondialisation ». Bref, les « réformes » de la retraite, de l'assurance maladie, les privatisations des services publics, le contrat nouvelles embauches (CNE) et le contrat première embauche (CPE) sont présentés comme « inévitables ». Ben voyons ! Tout cela relève de l'escroquerie pure et simple : ceux qui voudraient qu'on se serre encore un peu plus la ceinture – de Villepin à la présidente du Medef – se portent très bien. Tout en annonçant des licenciements à tour de bras, ils affichent des profits records. Rien que les entreprises du CAC-40 ont engrangé 80 milliards d'euros de bénéfices en 2005. Une entreprise comme Total

vient d'annoncer douze milliards d'euros de profit, soit une augmentation de 100% pour les actionnaires entre 2000 et 2005. Ces 25 dernières années, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) a perdu dix points au profit des capitalistes : plus de 150 milliards d'euros sont passés de nos poches à celles des patrons. Ce « vol organisé » n'a été possible que grâce au chômage, à la baisse des salaires et des cotisations, aux cadeaux en tout genre octroyés par les pouvoirs publics aux entreprises, et, bien sûr, grâce à la précarisation du travail dont les CNE/CPE sont la dernière expression. Et encore : chaque année, l'État offre 40 milliards d'euros aux banques pour payer les intérêts de la dette publique, et 42 milliards au lobby militaro-nucléaire pour les dépenses d'armement.

Le patrimoine des dix familles les plus riches de France s'élève à 70 milliards d'euros, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, 3,5 millions de salariés touchent moins de 600 euros par mois ! On le voit, le problème n'est pas qu'il n'y a pas assez d'argent, mais bien qu'il soit accaparé par une petite minorité qui en veut toujours plus. Nous proposons les bases d'une politique anticapitaliste qui se donne pour objectif de reprendre tout cet argent. Avec celui-ci, nous pourrions immédiatement financer les premières mesures d'urgence d'une politique réellement au service de la jeunesse et des travailleurs. Le formidable mouvement contre le CPE montre la voie à suivre pour une mobilisation de l'ensemble du monde du travail pour imposer nos revendications. ■